

Résumé du Dialogue

Réduire les disparités régionales dans les prix des produits du tabac et de vapotage en Ontario et au Québec

Le 24 septembre 2019



HEALTH FORUM

FORUM+



DONNÉES PROBANTES >> IDÉES >> ACTION

**Résumé du dialogue:
Réduire les disparités régionales dans les prix des produits
du tabac et de vapotage en Ontario et au Québec**

24 septembre 2019

*Réduire les disparités régionales dans les prix des produits
du tabac et de vapotage en Ontario et au Québec*

McMaster Health Forum et Forum+

Le McMaster Health Forum ainsi que son initiative Forum+ ont pour but de favoriser la mise en œuvre de solutions pour résoudre les problèmes auxquels font actuellement face les systèmes de santé et sociaux. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les meilleures données probantes disponibles, les valeurs des citoyens, ainsi que les points de vue des différentes parties prenantes. Nous visons à renforcer les systèmes de santé et sociaux - aux niveaux local, national et international - et à favoriser la prestation des meilleurs programmes, services et médicaments aux personnes qui en ont besoin. Ce faisant, nous tirons parti de l'expertise de l'Université McMaster pour faire progresser la santé et le bien-être de la société.

Auteurs

Michael G. Wilson, PhD, directeur adjoint, McMaster Health Forum, et professeur, McMaster University

G. Emmanuel Guindon, PhD, professeur, Chaire sur l'équité en santé, Centre for Health Economics and Policy Analysis/Ontario Ministry of Health and Long-Term Care, McMaster University

Financement

La synthèse portant sur les données probantes et le dialogue avec les parties prenantes ont été financés par la Société canadienne du cancer (subvention #704043). Le McMaster Health Forum et Forum+ reçoivent un appui financier et non financier de l'Université McMaster. Les opinions exprimées dans le résumé du dialogue sont celles des participants au dialogue et ne doivent pas être considérées comme représentant celles de la Société canadienne du cancer, de l'Université McMaster ou des auteurs du résumé du dialogue.

Conflit d'intérêts

Les auteurs déclarent n'avoir aucun intérêt professionnel ou commercial en lien avec le résumé du dialogue. Les bailleurs de fonds ont passé en revue le résumé du dialogue, mais les auteurs ont eu le dernier mot quant à son contenu.

Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier Tooba Fatima et Mehdi Aloosh pour les notes concernant le dialogue des parties prenantes qu'ils ont fournies en tant que secrétaires. Nous aimerions également remercier le personnel du McMaster Health Forum pour leur aide dans l'organisation du dialogue des parties prenantes.

Référence

Wilson MG, Guindon GE. Résumé du dialogue : réduire les disparités régionales dans les prix des produits du tabac et de vapotage en Ontario et au Québec. Hamilton: McMaster Health Forum, 24 septembre 2019.

Dialogue

Le dialogue avec les parties prenantes concernant la lutte contre les disparités régionales dans les prix des produits du tabac et de vapotage en Ontario et au Québec a eu lieu le 24 septembre 2019 au McMaster Health Forum à Hamilton en Ontario (Canada).

Numéros d'enregistrement des publications :

ISSN 1929-7955 (en ligne)

Table des matières

RÉSUMÉ DU DIALOGUE4

RÉSUMÉ DES QUATRE DÉLIBÉRATIONS6

 DÉLIBÉRATION AU SUJET DU PROBLÈME6

 Élément 1 – Optimisation de l'utilisation de politiques de taxation du tabac.....8

 Élément 2 – Optimisation de l'utilisation de stratégies de fixation des prix du tabac8

 Élément 3 – Adoption ou renforcement de règlements appuyant la mise en œuvre et la mise en application.....9

 Retour sur l'ensemble des éléments.....9

 DÉLIBÉRATION AU SUJET DES IMPLICATIONS DE MISE EN ŒUVRE.....10

 DÉLIBÉRATION AU SUJET DES PROCHAINES ÉTAPES À SUIVRE POUR LES DIFFÉRENTS ACTEURS.....10

RÉSUMÉ DU DIALOGUE

Les participants étaient généralement d'accord sur la formulation du problème, à savoir qu'il existe des différences selon les régions dans l'établissement des prix du tabac, puisqu'on a constaté que les produits du tabac ont un prix inférieur dans les quartiers où le statut socioéconomique est faible et où le pourcentage de jeunes est élevé. Cependant, la majorité d'entre eux étaient d'avis que cette formulation est trop étroite, la plupart des participants s'accordant à dire que la résolution du principal problème consisterait à contrecarrer les stratégies de prix complexes mises en œuvre par l'industrie. De plus, un consensus s'est dégagé quant à un problème important, soit l'accès à des produits du tabac moins chers pour les jeunes de milieux où le statut socioéconomique (SSE) est faible. Dans ce champ d'application plus large, trois problèmes sont ressortis des délibérations, et selon les participants, ils méritent qu'on s'y attarde dans le cadre des efforts visant à résoudre le problème des stratégies de prix complexes destinées à saper les politiques fiscales, lesquelles ont entraîné un accès au tabac meilleur marché pour les jeunes. Voici ces problèmes : 1) un manque de données et de données probantes limite la capacité à définir et à mettre en œuvre des options de politiques pour s'attaquer au problème; 2) les détaillants ne sont pas pris en considération dans le « système » du tabac; 3) les stratégies de prix centralisées et complexes de l'industrie signifient qu'elles ont une longueur d'avance dans la compréhension et le contrôle du marché, de telle sorte qu'elles ont une incidence sur les habitudes tabagiques.

Les trois éléments d'une approche potentiellement exhaustive visant à résoudre le problème figurant dans la synthèse étaient axés sur l'optimisation de l'utilisation de politiques de taxation du tabac, sur l'optimisation de l'utilisation de stratégies de fixation des prix du tabac ainsi que sur l'adoption ou le renforcement de règlements appuyant la mise en œuvre et la mise en application. À la lumière de ces éléments, les participants avaient une nette préférence pour la poursuite d'efforts en vue d'optimiser l'utilisation de stratégies de fixation des prix du tabac, le but ultime étant un prix normalisé. Bon nombre d'entre eux ont souligné qu'une façon d'y parvenir pourrait être la mise en œuvre d'un prix minimum et d'un prix maximum qui pourraient être ajustés au fil du temps, jusqu'à l'atteinte d'un prix normalisé. En définitive, on a estimé que cela limiterait la capacité de l'industrie d'offrir des produits du tabac au prix coûtant ou à perte et de réduire les marges bénéficiaires sur les marques plus chères. En fin de compte, le résultat serait une réduction de l'écart de prix au fil du temps pour atteindre un prix normalisé pouvant être ajusté en fonction des données et des données probantes.

On a relevé plusieurs facteurs relatifs à la mise en œuvre pour cette approche stratégique, notamment : 1) reconnaître la nécessité d'équilibrer les domaines d'affectation du capital politique, puisque les possibilités sont peu fréquentes, et la nécessité d'affecter le capital à la poursuite d'un prix normalisé; 2) envisager d'affecter les recettes fiscales de manière à créer un effet de « ralliement » à l'égard des changements dans les prix du tabac (p. ex., en se montrant précis quant à la manière dont les recettes découlant des changements de prix bénéficieront à ceux qui en ont le plus besoin); 3) tirer parti des leçons apprises dans d'autres secteurs, notamment en ce qui concerne le système centralisé de taxation et d'établissement des prix du cannabis. Il a été déterminé que le principal obstacle à ces efforts découle du processus de négociation qui devra avoir lieu avec l'industrie en raison de l'avantage que cette dernière possède compte tenu de l'asymétrie en matière d'information et de ressources.

Dans ces conditions, les participants ont défini deux domaines d'action pour l'avenir. Le premier domaine comporte deux volets : des efforts en vue de déclencher un processus d'élaboration de politiques pour l'établissement de prix normalisés, et des efforts en vue de faire passer le problème en tête de liste des priorités du gouvernement pour appuyer la prise de nouvelles mesures. En ce qui concerne le premier volet, les participants ont établi que les prochaines étapes devraient inclure la détermination des attributs possibles d'un prix normalisé et des données probantes s'y rapportant (ainsi que des prix minimum et maximum en tant que moyen possible d'atteindre un prix normalisé) afin d'en démontrer le bien-fondé. Pour ce faire, les participants ont convenu qu'un « argument convaincant » était nécessaire pour que le problème devienne le cheval de bataille dans les ordres du jour du gouvernement, et que l'un des problèmes publics les plus incontestables est celui des disparités régionales dans les quartiers où le SSE est faible. La disponibilité perpétuelle des « marques à rabais » a également été perçue comme un problème visible sur lequel se concentrer, puisqu'elle garantit

l'accès à des cigarettes bon marché pour les communautés sensibles aux prix (p. ex., les jeunes vivant dans des quartiers où le SSE est faible). Le deuxième domaine d'action défini est complémentaire au premier et est axé sur la mise sur pied d'un programme de recherche robuste et coordonné. Il a été déterminé qu'un programme de recherche était essentiel pour découvrir ce qui se passe « dans les coulisses » de la manipulation complexe des prix du tabac. En outre, certains participants ont fait remarquer qu'il était primordial de soutenir le travail d'élaboration de politiques visant à fixer un prix normalisé de même que des changements rapides fondés sur des données probantes au fil du temps en réaction aux stratégies nouvelles et émergentes de l'industrie. D'autres ont mentionné qu'une segmentation des prix qui réduit au minimum les bienfaits des taxes pour la santé publique est en soi une raison d'aller de l'avant. Enfin, tous les participants ont convenu de passer de la parole aux actes concernant la taxation du tabac et de se concentrer plutôt sur l'établissement des prix du tabac, qui dépend notamment des taxes, mais aussi de la manipulation des prix de gros de l'industrie.

RÉSUMÉ DES QUATRE DÉLIBÉRATIONS

DÉLIBÉRATION AU SUJET DU PROBLÈME

Au départ, les participants se sont penchés sur la formulation globale du problème dans la synthèse qui leur a été envoyée avant le dialogue. Dans cette synthèse, on souligne que les données probantes donnent fortement à penser qu'il existe des différences régionales dans l'établissement des prix du tabac, puisqu'on a constaté que les produits du tabac ont un prix inférieur dans les quartiers où le statut socioéconomique est faible et où le pourcentage de jeunes est élevé. De plus, on y explique que ce problème en particulier est amplifié, car :

- le tabagisme est la principale cause de décès au Canada et continue d'être adopté parmi les personnes les plus vulnérables;
- le coût du tabac pour la société est considérable; pourtant, les interventions les plus efficaces pour continuer d'endiguer le tabagisme par la taxation, les prix et les politiques réglementaires ne sont pas utilisées de manière optimale par les gouvernements;
- l'augmentation rapide de l'utilisation de systèmes électroniques d'administration de nicotine (SEAN) pourrait ouvrir la voie à la cessation du tabagisme, mais aussi favoriser une nouvelle forme de dépendance à la nicotine; et
- l'industrie du tabac continue de déployer des stratégies de prix qui permettent d'éviter ou d'atténuer les effets des mesures gouvernementales.

Même si en général, les participants étaient d'accord avec cette formulation du problème, la majorité d'entre eux étaient d'avis que sa portée était trop étroite. Il existait un consensus sur le fait que l'écart des prix est la manifestation d'une problématique plus large en lien avec la manipulation des prix par l'industrie du tabac. Par exemple, plusieurs participants ont insisté sur le fait que la manipulation des prix est omniprésente et qu'on l'utilise pour saper les effets des politiques fiscales conçues dans le but de réduire le tabagisme. Certains ont mentionné que le problème avait trait aux résultats inéquitables, tandis que d'autres ont pointé du doigt le recours au marketing pour stimuler la demande (en particulier pour les produits de vapotage).

Bien que l'ensemble des membres ne soient pas parvenus à s'entendre sur l'envergure du problème, la majorité d'entre eux se sont accordés à dire que le principal enjeu consisterait à contrecarrer les stratégies de prix complexes mises en œuvre par l'industrie. De plus, un consensus s'est dégagé quant à un problème important, soit l'accès à des produits du tabac moins chers pour les jeunes de milieux où le statut socioéconomique (SSE) est faible.

Dans ce champ d'application plus large, trois problèmes sont ressortis des délibérations, et selon les participants, ils méritent qu'on s'y attarde dans le cadre des efforts en vue de résoudre le problème des stratégies de prix complexes destinées à saper les politiques fiscales, lesquelles ont entraîné un accès au tabac meilleur marché pour les jeunes :

- 1) un manque de données et de données probantes limite la capacité à définir et à mettre en œuvre des options de politiques pour s'attaquer au problème;
- 2) les détaillants ne sont pas pris en considération dans le « système » du tabac; et
- 3) les stratégies de prix centralisées et complexes de l'industrie signifient qu'elles ont une longueur d'avance dans la compréhension et le contrôle du marché, de telle sorte qu'elles ont une influence sur les habitudes tabagiques.

Nous décrivons successivement chacun de ces thèmes ci-après.

Un manque de données et de données probantes limite la capacité à définir et à mettre en œuvre des options de politiques pour s'attaquer au problème

Tous les participants ont soit déclaré, soit convenu qu'un moteur central du problème est un manque de données et de données probantes qui, comme l'a mentionné un participant, nous empêche de voir ce qui se passe « dans les coulisses » des stratégies de prix du tabac. Sans accès à ces données et données probantes, de

nombreux participants ont insisté sur le fait que la compréhension du problème de fond, des facteurs qui le sous-tendent ainsi que de son ampleur est considérablement limitée. En outre, les participants ont souligné le fait qu'une compréhension aussi limitée du problème nuit à la capacité de définir une gamme d'options de politiques viables et de faire un choix parmi celles-ci afin de résoudre le problème de façon concrète. Les participants ont noté que cette asymétrie dans l'accès aux données s'est traduite par un avantage indéniable pour l'industrie, qui a pu ainsi manipuler les prix pour saper la politique fiscale grâce à ses capacités poussées, solides et perfectionnées en matière de collecte de données et d'analyse.

On a donné plusieurs exemples d'autres facteurs sous-tendant le manque de données et de données probantes. D'abord, certains participants ont mentionné que le problème est exacerbé par le fait qu'à ce jour, les gouvernements n'ont pas employé toute leur autorité pour obtenir plus de renseignements. Un exemple clé cité est le manque d'utilisation de plateformes numériques intégrées où chaque transaction est consignée. Alors qu'on utilise de telles plateformes pour d'autres produits, certains participants se sont demandé pourquoi on ne les utilisait pas pour le tabac. Ensuite, des participants ont soulevé la question d'un manque de données tout au long de la filière d'approvisionnement, du prix de fabrication au prix de détail. Sans ces données, les participants ont mis l'accent sur le fait que l'industrie continuera à fonctionner avec un avantage indéniable dans sa capacité à utiliser la manipulation des prix. Enfin, d'autres participants ont indiqué qu'il existe un manque de compréhension et de connaissances quant aux solutions et aux mécanismes de contrôle des prix dans d'autres domaines qui pourraient être utilisés et adaptés pour résoudre la question du tabagisme. Par exemple, à titre d'approche de substitution à la taxation visant la hausse du prix des produits alcoolisés, on a proposé l'établissement d'un prix minimum et une taxation volumétrique (c'est-à-dire une taxe en fonction des unités d'alcool). Certaines provinces canadiennes, comme la Colombie-Britannique et la Saskatchewan, utilisent l'établissement de prix minimum dans le but de réduire la morbidité et la criminalité liées à la consommation d'alcool.

Les détaillants ne sont pas pris en considération dans le « système » du tabac

Un aspect connexe du problème que les participants ont soulevé durant les délibérations est que les détaillants ne sont pas considérés comme faisant partie du « système » du tabac. Cette déconnexion a de nombreuses répercussions sur la collecte de données, y compris le manque de données tout au long de la filière d'approvisionnement mentionné ci-dessus, les détaillants étant une source de données essentielle pour le prix de détail.

Dans la discussion, on a évoqué que la plus importante répercussion découlant du fait que les détaillants ne font pas partie du « système » du tabac est la restriction de la capacité à contrecarrer la manipulation complexe des prix par l'industrie. Tout particulièrement, plusieurs participants ont souligné que les détaillants sont un composant essentiel dans les efforts de mise en œuvre de solutions, de même que dans la surveillance et l'évaluation des effets de ces solutions. Sans leur apport, il ne sera pas possible d'apporter des changements rapides fondés sur des données probantes au fil du temps en réaction aux stratégies nouvelles et émergentes de l'industrie.

Les stratégies de prix centralisées et complexes de l'industrie signifient qu'elles ont une longueur d'avance dans la compréhension et le contrôle du marché, de telle sorte qu'elles ont une influence sur les habitudes tabagiques

Les délibérations ont amené les participants à conclure que les stratégies de prix centralisées et complexes de l'industrie signifient qu'elles ont une longueur d'avance dans la compréhension et le contrôle du marché, de telle sorte qu'elles ont une influence sur les habitudes tabagiques. De plus, on a mis l'accent sur le fait que l'industrie a utilisé ces stratégies pour saper les politiques gouvernementales. Un exemple clé soulevé par de nombreux participants est celui des contrats négociés entre l'industrie du tabac et les détaillants. On a indiqué que ces contrats obligeaient souvent les détaillants à acheter des volumes supérieurs à leurs ventes, ce qui les pousse la plupart du temps à vendre au prix coûtant pour liquider les stocks restants. L'industrie impose aussi des prix plafonds sur certaines marques en tant que condition pour avoir un contrat de vente. On a souligné que ce type d'approche d'établissement de contrats et de prix permettait les prix inférieurs documentés dans les

secteurs où le SSE est faible. De plus, les participants ont décrit le processus comme étant aussi agile que le processus relatif aux fluctuations dans les prix de l'essence, alors que le prix des cigarettes est adapté régulièrement pour refléter les tendances du marché.

DÉLIBÉRATION AU SUJET DES ÉLÉMENTS D'UNE APPROCHE POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME

La synthèse présentait trois éléments d'une approche potentiellement exhaustive en vue de résoudre le problème, soit l'optimisation de l'utilisation de politiques de taxation du tabac, l'optimisation de l'utilisation de stratégies de fixation des prix du tabac ainsi que l'adoption ou le renforcement de règlements appuyant la mise en œuvre et la mise en application. Comme nous l'expliquons ci-dessous, les participants avaient une nette préférence pour la poursuite d'efforts en vue d'optimiser l'utilisation de stratégies de fixation des prix du tabac, le but ultime étant un prix normalisé. Nous décrivons brièvement les principaux thèmes qui se sont dégagés des délibérations concernant chaque élément ci-dessous, et notre description est suivie des grands thèmes en rapport avec tous les éléments.

Élément 1 – Optimisation de l'utilisation de politiques de taxation du tabac

De nombreux participants ont convenu que la hausse des taxes d'accise, l'harmonisation des taxes fédérales et provinciales sur le tabac et l'affectation des recettes des taxes sur le tabac aux investissements publics sont d'excellents outils à prendre en considération. Cependant, les délibérations relatives aux trois éléments ont indiqué la nécessité de tenir compte des politiques de taxation dans le contexte de la réponse politique idéale au sens élargi, et la majorité des participants ont fini par être d'accord sur le fait que cette réponse était l'optimisation de stratégies de fixation des prix du tabac (élément n° 2), au moyen de la fixation d'un prix normalisé et de son ajustement au fil du temps en fonction des données et données probantes.

Dans la discussion relative à l'augmentation des taxes, les participants ont toutefois insisté sur le fait que si l'on optait pour ce type d'augmentation, il ne devrait pas être prévisible (p. ex., par un déploiement au fil des ans); ainsi, l'industrie ne serait pas aussi aisément en mesure d'atténuer l'impact de l'augmentation au fil du temps par les manipulations complexes des prix qui sont actuellement utilisées. Plus précisément, un participant a indiqué que l'industrie ne peut se voir accorder des années pour planifier une stratégie d'atténuation en réponse à une augmentation des taxes, étant donné le niveau d'avancement de ses données de marché par rapport à celles dont disposent le gouvernement, les parties prenantes et les chercheurs. Par conséquent, le groupe a conclu que, comme les augmentations de taxes sont loin d'être nombreuses, le capital politique doit être affecté à une approche telle que l'établissement de prix normalisés, qui aura la plus grande chance d'avoir un impact. Dans ces conditions, les participants ont également fait remarquer que même si les initiatives telles que l'affectation des recettes pouvaient effectivement avoir un rôle à jouer dans une telle approche, il faudrait les prendre en considération plus tard dans le séquençage d'élaboration de politiques (c.-à-d. après la création et la mise en œuvre d'une approche d'établissement des prix). Toutefois, nous reviendrons plus tard sur le rôle important que pourrait jouer l'affectation des recettes des taxes dans le soutien d'un plan de mise en œuvre favorisant le ralliement des parties touchées par les changements de prix.

Élément 2 – Optimisation de l'utilisation de stratégies de fixation des prix du tabac

Tel qu'il est souligné ci-dessus, on a estimé que l'objectif de politique idéal était la fixation d'un prix normalisé et son ajustement au fil du temps en fonction des données et données probantes. Les participants ont affirmé que c'est le seul moyen pour lutter directement et sérieusement contre la manipulation des prix, car il empêcherait l'industrie d'offrir des rabais importants sur certaines marques tout en maintenant des prix supérieurs pour les produits considérés comme haut de gamme. Tout particulièrement, les participants ont indiqué que ce prix devrait être inférieur à celui des produits haut de gamme, mais supérieur à celui des marques les plus économiques. Même si cette mesure se traduirait par un rabais sur certains produits du tabac,

la politique déplacerait l'équilibre des pouvoirs de fixation des prix en faveur des gouvernements; par conséquent, elle permettrait des changements au fil du temps à l'aide de données et de données probantes pour s'assurer que les profits ne finissent pas par augmenter à la suite des augmentations de prix de certains produits.

Certains participants ont indiqué qu'une solution viable pourrait consister en une combinaison de stratégies de fixation des prix, notamment des prix minimum et maximum. Certains d'entre eux ont mis en évidence le fait qu'un prix maximum pourrait aider à éviter de conférer un prestige aux marques haut de gamme et à réduire les marges bénéficiaires plus grandes qui y sont associées, tandis qu'un prix minimum limiterait la capacité de l'industrie à offrir des produits du tabac au prix coûtant ou à perte. Au fil du temps, les prix minimum et maximum pourraient être ajustés pour réduire l'écart de prix, et on finirait par adopter un prix normalisé fondé sur des données probantes qui pourrait lui aussi être ajusté au fil du temps.

Élément 3 – Adoption ou renforcement de règlements appuyant la mise en œuvre et la mise en application

De nombreux participants ont estimé qu'il s'agissait de l'élément le moins pertinent et le moins important inclus dans la synthèse, comme aucun des sous-éléments n'aborde directement les différences de prix selon les régions. Néanmoins, plusieurs thèmes communs relatifs au soutien de la mise en œuvre et de l'application des politiques existantes et nouvelles ont émergé lors des délibérations tout au long de la journée. Bon nombre de ces thèmes portaient sur la nécessité de contrecarrer les efforts déployés par l'industrie pour saper les politiques de prix. Plusieurs sous-éléments ont été jugés utiles pour contrer certaines manipulations des prix, par exemple ne pas autoriser les rabais de volume dans la vente au détail, comme les emballages de deux paquets (« duo-packs »), limiter les fabricants à une seule taille de paquet et interdire les ententes entre l'industrie et les détaillants quant à la fixation des prix au prix coûtant ou à un prix inférieur.

Retour sur l'ensemble des éléments

Il est important de mettre en lumière deux thèmes prédominants qui se sont dégagés des délibérations sur les éléments. Le premier thème est lié aux points sur lesquels le groupe était le plus près d'atteindre un consensus et découle de la nécessité de déterminer l'objectif de toute mesure politique. Comme il a été souligné précédemment, les participants sont arrivés à un consensus sur le fait que l'objectif principal des mesures politiques doit être la lutte contre la manipulation des prix du tabac par l'industrie. Selon la discussion relative à l'élément n° 2 qui précède, cela a amené les participants à définir l'approche idéale comme une approche d'établissement de prix normalisé. Les participants ont surtout insisté sur le fait que cela engendrerait une détermination et un affinage des prix par l'intermédiaire d'un solide programme de recherche assorti d'une fixation des taxes à un niveau garantissant que les profits de l'industrie n'augmentent pas à un rythme rapide.

Le deuxième thème a trait à la nécessité de ne pas oublier de définir et d'aborder les aspects relatifs à l'équité en lien avec les prix du tabac. Certains participants ont surtout mis l'accent sur le fait que les politiques en matière de taxes et de prix doivent être prises en considération au même titre que les politiques plus générales de cessation tabagique et de lutte contre le tabagisme, plus particulièrement en ce qui concerne les questions d'équité que les hausses de prix soulèvent pour les personnes de faible SSE. Cependant, en réponse à cela, d'autres ont indiqué qu'il existait déjà des interventions exhaustives dans ces domaines (p. ex., services de cessation tabagique gratuits au Québec), que la taxation est souvent la seule façon d'atteindre les fumeurs de faible SSE et que les maladies et décès liés au tabagisme entraînent un fardeau financier beaucoup plus lourd pour les familles pauvres à la longue. Malheureusement, les taxes et prix semblent être les composants qui sont systématiquement omis dans des ensembles de politiques qui, autrement, seraient exhaustifs. Pour cette raison, de nombreux participants étaient d'accord sur le fait que les prix devraient demeurer la priorité principale.

DÉLIBÉRATION AU SUJET DES IMPLICATIONS DE MISE EN ŒUVRE

Trois considérations générales liées à la mise en œuvre et un obstacle clé se sont dégagés des délibérations. D'abord, la nécessité d'équilibrer les domaines d'affectation du capital politique a été mise en lumière, puisque les possibilités sont peu fréquentes. Les participants se sont montrés clairs sur le fait que tout capital politique devrait être affecté à la poursuite d'un prix normalisé, ou alors à la combinaison d'un prix plancher et d'un prix plafond qui pourrait déboucher sur un prix normalisé au fil du temps. Ensuite, même si les participants estimaient que l'affectation des recettes des taxes sur le tabac était un instrument politique trop spécifique à considérer étant donné la priorité accordée au prix normalisé, lorsqu'est arrivé le moment de discuter des stratégies de mise en œuvre, de nombreux participants ont indiqué que c'était là un outil important pour créer un effet de ralliement à l'égard des changements éventuels dans les prix du tabac. Il a également été déterminé que l'affectation des recettes était un composant important pour résoudre le problème d'équité soulevé dans la section précédente, dans le sens où elle permettait aux gouvernements d'être précis quant à la façon dont les recettes provenant desdits changements de prix seront utilisées pour bénéficier à ceux qui en ont le plus besoin. Enfin, certains participants ont souligné l'importance de tirer parti des leçons apprises dans d'autres secteurs. Plus précisément, la nécessité d'avoir des politiques de taxation et de prix simplifiées à l'échelle du pays a été mise en évidence en tant que considération importante relative à la mise en œuvre. De plus, bon nombre de participants ont souligné qu'il faudrait s'inspirer d'une structure centralisée comme celle qui est utilisée pour le cannabis dans le cadre de la politique sur le tabac.

Il a été déterminé que le principal obstacle à ces efforts découle du processus de négociation qui devra avoir lieu avec l'industrie en vue de parvenir à un prix normalisé. La majorité des participants ont surtout insisté sur la nécessité de s'attaquer à l'asymétrie dont bénéficie l'industrie en matière d'information et de ressources, qu'elle va utiliser pour influencer n'importe quel processus de négociation. Comme nous le soulignons à la section suivante, un programme de recherche solide et coordonné est nécessaire pour surmonter cet obstacle important.

DÉLIBÉRATION AU SUJET DES PROCHAINES ÉTAPES À SUIVRE POUR LES DIFFÉRENTS ACTEURS

Les participants ont défini deux domaines d'action pour l'avenir. Le premier domaine comporte deux volets : des efforts en vue de déclencher un processus d'élaboration de politiques pour l'établissement de prix normalisés et des efforts en vue de faire passer le problème en tête de liste des priorités du gouvernement pour appuyer l'adoption de mesures. Comme il est présenté dans la section sur les éléments, les participants ont convenu que l'objectif des mesures politiques devrait être la lutte contre la manipulation des prix du tabac grâce à un prix normalisé, lequel pourrait être établi par la fixation d'un prix minimum et d'un prix maximum qui pourraient être ajustés au fil du temps, jusqu'à l'atteinte d'un prix normalisé. Dans ces conditions, les participants ont déterminé que les prochaines étapes devraient inclure des efforts visant à définir les caractéristiques possibles desdites politiques et rassembler des données probantes à cet égard en vue d'en établir le bien-fondé.

Toutefois, pour le deuxième composant, les participants ont convenu que les mesures visant l'élaboration de politiques devront être appuyées par un « argument convaincant » pour que le problème devienne le cheval de bataille dans les ordres du jour du gouvernement. Il existait un consensus parmi les participants sur le fait qu'un « argument convaincant » à cette fin était les conclusions relatives aux disparités régionales documentées dans la synthèse. Ainsi, alors que les participants ont soutenu que l'emphase des mesures politiques était plus vaste (c.-à-d., la lutte contre la manipulation des prix en général), ils ont insisté sur la nécessité de déployer un ensemble d'efforts complémentaires en vue d'exercer une pression pour résoudre le problème en abordant l'enjeu public au cadre plus étroit, mais incontestable, que sont les disparités sectorielles dans les quartiers où le SSE est faible.

Le deuxième domaine d'action défini par les participants est complémentaire au premier et se concentre sur la mise sur pied d'un programme de recherche robuste et coordonné. Comme il est mentionné précédemment, il a été défini qu'un programme de recherche était essentiel pour découvrir ce qui se passe « dans les coulisses » de la

manipulation complexe des prix du tabac qui s'opère. Certains ont indiqué que cela était primordial pour appuyer le travail d'élaboration de politiques visant un prix normalisé (p. ex., en définissant une stratégie qui diminuerait la capacité de l'industrie à manipuler les prix, laquelle a mené à l'important écart observé). On a aussi soutenu qu'un programme de recherche était essentiel pour appuyer de rapides changements fondés sur des données probantes au fil du temps en réaction aux stratégies nouvelles et émergentes de l'industrie. Cependant, d'autres participants ont indiqué qu'il existait déjà des arguments irréfutables en faveur de la normalisation des prix, sans qu'il soit nécessaire de mener des recherches supplémentaires. En particulier, certains participants ont fait remarquer que l'existence documentée d'une segmentation des prix à l'échelle des régions socioéconomiques et la disponibilité de marques à rabais – deux facteurs qui sapent la politique de taxation à l'heure actuelle – sont des raisons suffisantes pour mettre un terme à la manipulation des prix par l'industrie.



HEALTH FORUM

>> Contactez-nous

1280 rue Main Ouest, MML-417
Hamilton, ON, Canada L8S 4L6
+1.905.525.9140 poste 22121
forum@mcmaster.ca

>> Suivez-nous

mcmasterforum.org
healthsystemsevidence.org
mcmasteroptimalaging.org

 [mcmasterforum](https://www.facebook.com/mcmasterforum)

FORUM+

